



VII. Conclusion

Le renforcement de la participation citoyenne est essentiel pour consolider la démocratie participative en Tunisie. Dans le contexte du projet AUTREMENT, qui aborde les défis de la mobilité et de la planification urbaines durables à Kairouan et Mahdia, il est primordial que la société civile tunisienne et les municipalités s'engagent dans ce processus démocratique.

Ce guide méthodologique, résultat des activités préparatoires du projet, vise à former et sensibiliser les décideurs locaux, les élus, les membres des organisations de la société civile, ainsi que les cadres et fonctionnaires des autorités locales. Il offre des outils de renforcement de la participation citoyenne, présentés de manière simple, précise, concise et prescriptive, pour une utilisation directe par les acteurs tunisiens. Ce guide favorise un dialogue multi-acteurs inclusif, impliquant tous les représentants de la communauté.

La démocratie participative en Tunisie est ancrée dans la constitution de 2014 et le code des collectivités locales de 2018, qui visent à décentraliser le pouvoir et à renforcer la démocratie locale. Le projet AUTREMENT s'inscrit dans cette dynamique grâce à un partenariat entre les municipalités de Kairouan et Mahdia et l'Eurométropole de Strasbourg en France. Ce partenariat permet de s'inspirer d'expériences similaires pour renforcer le processus participatif au niveau local.

Malgré les difficultés rencontrées, telles que le retard de publication des décrets gouvernementaux, la vision centralisée des décisions, la faiblesse des instances institutionnelles locales et le manque de confiance entre les institutions publiques et les citoyens, il est crucial de persévérer dans le renforcement de la participation citoyenne.

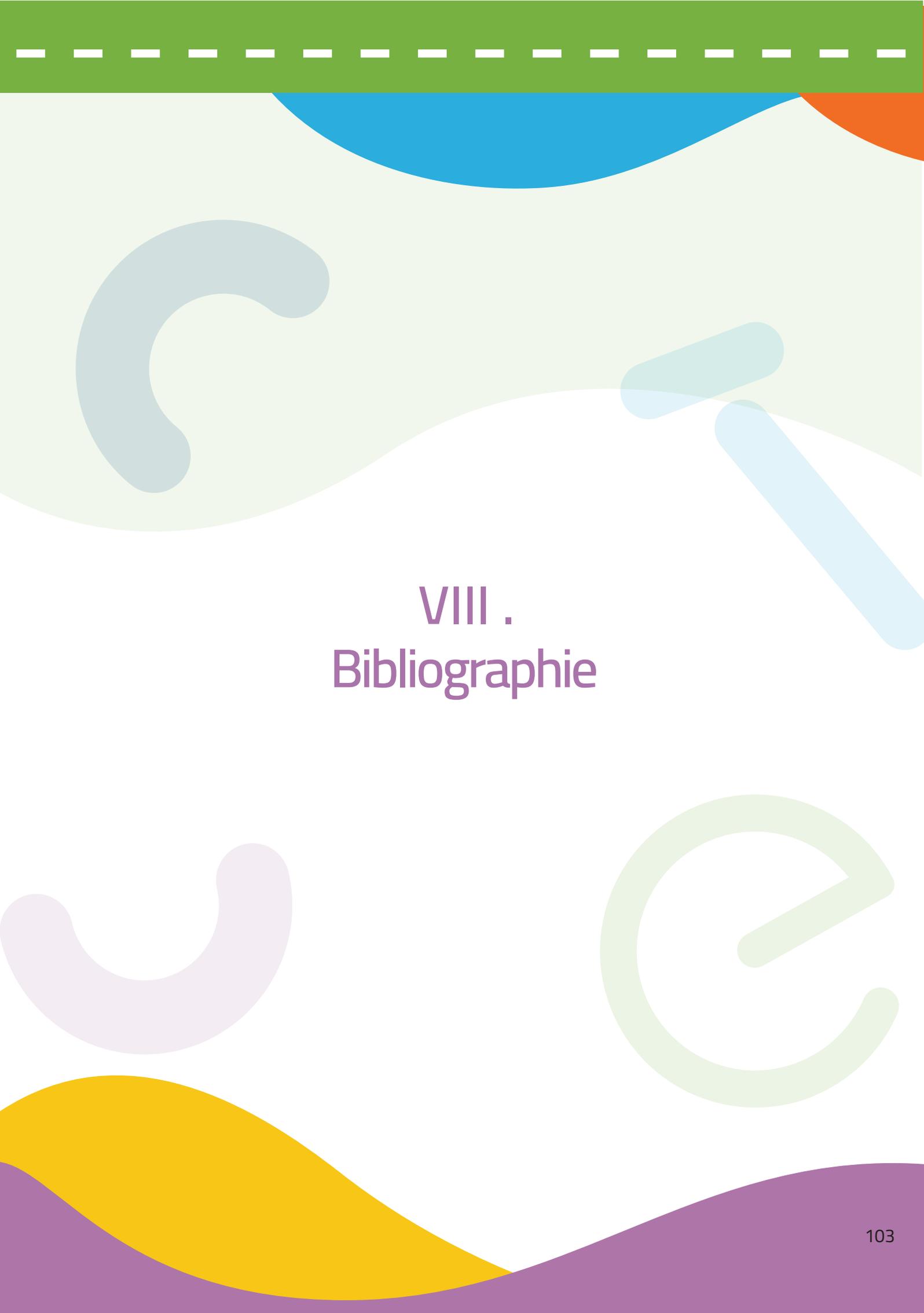
La nouvelle constitution de juillet 2022 en Tunisie reflète une réponse aux défis persistants liés au déséquilibre régional et à la décentralisation. Cette dynamique découle des revendications qui ont émergé à la suite des émeutes de décembre 2010 - janvier 2011, un appel pour une meilleure distribution des pouvoirs et des ressources. Cependant, malgré les efforts entrepris depuis lors, les avancées ont été modestes. La Constitution de 2014 a initié une tentative de réponse à cette problématique, en établissant un chapitre consacré au pouvoir local et à la décentralisation, reconnue comme fondée sur le principe de subsidiarité. Pourtant, la mise en œuvre de cette législation s'est heurtée à des défis et à des dysfonctionnements, soulignant ainsi la nécessité d'une réforme plus approfondie.

La nouvelle Constitution a saisi cette opportunité en instaurant un cadre institutionnel renouvelé pour la décentralisation, notamment à travers l'introduction de l'Assemblée des régions et des districts". Cela témoigne de la volonté d'aller au-delà des élections municipales de 2018 et de remédier aux dérives potentielles constatées dans l'application précédente. Cependant, cette orientation a suscité un débat animé entre les opposants et les partisans de cette réforme. L'opposition, tout en exprimant des préoccupations sur le concept de gouvernance basée sur les bases, voit dans cette proposition un retour à des schémas collectivistes révolus. Néanmoins, les partisans de cette évolution mettent en avant l'objectif ultime d'améliorer la gouvernance régionale, cherchant à construire des régions, des délégations et des collectivités locales urbaines et rurales mieux gérées et plus équilibrées.

La Tunisie, confrontée à des défis économiques et sociaux complexes, cherche à rétablir un équilibre régional tout en consolidant la décentralisation pour assurer une gouvernance plus participative et équitable. La récente réforme constitutionnelle s'inscrit dans cette quête, tout en rappelant que la mise en œuvre réussie de cette vision dépend non seulement de la conception institutionnelle, mais également des mécanismes efficaces de prise de décision, de planification ascendante et de représentativité locale.

En bref, la démocratie participative offre de nombreuses possibilités pour un dialogue permanent entre les autorités locales et les citoyens. Le guide méthodologique présenté dans ce projet est un outil essentiel pour promouvoir une gouvernance locale inclusive, une planification urbaine durable et une participation active des citoyens. Il est crucial de maintenir l'engagement de la société civile tunisienne et des municipalités pour renforcer la démocratie participative et construire un avenir plus participatif et démocratique en Tunisie.





VIII . Bibliographie

- Anis Jedidi, "The Role of Social Media in Empowering Tunisian Civil Society after the 2011 Revolution," *African Journal of Information and Communication (AJIC)*, Vol. 25 (2019), 54-67.
- "Boîtes à idées : Engager les citoyens dans l'amélioration des politiques publiques locales," *Femmes & Citoyenneté*, <https://femmesetcitoyennete.com/> (consulté le 24/07/2023).
- Bourses et Subventions pour les Initiatives Citoyennes, Réseau des Villes, <http://cities.reseaudesvilles.fr/cities/290/documents/i491pmwyw44ufmp.pdf> (Consulté le 31/07/2023).
- CAYAMBE EDUCATION. "Guide d'appui à la concertation." Cayambe-Guide, 6 juillet 2021. Consulté le 16 août 2023.
- Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen, "La démocratie de proximité : des réunions publiques pour quel(s) dialogue(s) ?" *Participation et démocratie locale*, Presses de Sciences Po, 2011.
- "Cartographie Sociale et Participative," Commission européenne, https://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/studies/pdf/social_mapping/social_mapping_fr.pdf (Consulté le 31/07/2023).
- CIVICO Europa, "Les réunions publiques : un outil de démocratie participative," <https://civico.eu/fr/les-reunions-publiques-un-outil-de-democratie-participative/> (consulté le 27/07/2023).
- Christine Koehler, "Livre Blanc - Forum Ouvert" (May 2012), consulté à partir de <http://christine-koehler.fr/wp-content/uploads/2012/05/LivreBlancForumOuvert.pdf>.
- Chaskin, Robert J. 2001. "Building Community Capacity: A Definitional Framework and Case Studies from a Comprehensive Community Initiative." *Urban Affairs Review* 36(3): 291-323.
- Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET). "La démocratie participative en pratique: guide des bonnes pratiques." 2018.
- Femmes & Citoyenneté, "Boîtes à idées : Engager les citoyens dans l'amélioration des politiques publiques locales," <https://femmesetcitoyennete.com/> (consulté le 24/07/2023).

- e Fondation Abbé Pierre, "L'entretien individuel : une démarche au cœur de la démocratie participative,"
https://www.fondation-abbe-pierre.fr/sites/default/files/fap_projet_de_recherche_2014_20_entretiens_individualises_web.pdf (consulté le 22/07/2023).
- e Gastil, John, and Peter Levine (eds). "The Deliberative Democracy Handbook: Strategies for Effective Civic Engagement in the Twenty-First Century." Jossey-Bass, 2005.
- e "La Constitution Tunisienne de 2014." 27 janvier 2014 (entré en vigueur le 10 février 2014).
- e "La Constitution Tunisienne de 2022." Article 84, 25 juillet 2022 (entré en vigueur le 16 août 2022).
- e Le Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE), "Réseaux sociaux numériques : comment renforcer l'engagement citoyen ?,"
<https://www.lecese.fr/travaux-publies/reseaux-sociaux-numeriques-comment-renforcer-l-engagement-citoyen?> (consulté le 25/07/2023).
- e "Les Cafés Citoyens : Animer l'espace public par le débat et la réflexion collective," Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CRÉDOC), 2017,
<https://www.credoc.fr/publications/les-cafes-citoyens-animer-l-espace-public-par-le-debat-et-la-reflexion-collective> (Consulté le 31/07/2023).
- e "Livre d'études - Systèmes de garantie participatifs," Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique (IFOAM),
https://archive.ifoam.bio/sites/default/files/page/files/studies_book_web.pdf (Consulté le 31/07/2023).
- e Observatoire National de la Participation, "Les entretiens dans la démocratie participative,"
<https://www.observatoire-participation.fr/les-entretiens-dans-la-democratie-participative/> (consulté le 26/07/2023).
- e Pauline Tailliez, "Les boîtes à idées, outils de la démocratie participative," The Conversation, 12 avril 2018,
<https://theconversation.com/les-boites-a-idees-outils-de-la-democratie-participative-93990> (consulté le 29/07/2023).
- e Projet AUTREMENT. Plan de consultation citoyenne pour l'aménagement urbain à Kairouan et Mahdia. 2022.
- e Pyles, Liza. 2008. "Community Organizing and the Paradox of Representation." *American Journal of Sociology* 113(1): 297-308.

- ④ "Qu'est-ce qu'un sondage en ligne ? Définition et explications," ARROW, 2023, <https://www.arrow.eu/fr/blog/qu-est-ce-qu-un-sondage-en-ligne-definiton-et-explications> (Consulté le 31/07/2023).
- ④ Sami Zouari, "Citizen Stands as a tool of Participatory Democracy in Post-Revolution Tunisia," *International Journal of Sociology and Anthropology*, Vol. 12, No. 2 (2020), 15-25, DOI: 10.5897/IJSA2020.0834.
- ④ "Sur le modèle des labels éco sociaux. Etude et suivi de projet par l'assemblée de citoyens," Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique (IFOAM), <https://www.ifoam.bio/our-work/how/standards-certification/participatory-guarantee-systems> (Consulté le 31/07/2023).
- ④ T4D-Tamkeen for Development. "Kit Du Facilitateur." Tunisia, novembre 2021. KIT-DU-FACILITATEUR_Tamkeen. Consulté le 16 août 2023.



Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne





autrement

Aménagement **U**rbain du
Territoire pour **RE**inventer les
Mobilités
et **EN**gager les Tunisiens